

## **Effet de la qualité de l'audit interne sur la corruption dans l'administration publique au Maroc**

### **Effect of internal audit quality on corruption in public administration in Morocco**

**EL GHOUAT Mohamed**

Doctorant en sciences de gestion

Faculté des sciences juridiques économiques et sociales de Marrakech

Université CADI AYYAD-Maroc

Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche et D'Études en Management des Organisations et Droit de  
l'entreprise (LIRE-MD)

**Elghouatm@gmail.com**

**GRINE Abdelhadi**

Enseignant chercheur

Faculté des sciences juridiques économiques et sociales de Marrakech

Université CADI AYYAD-Maroc

Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche et D'Études en Management des Organisations et Droit de  
l'entreprise (LIRE-MD)

**Abdelhadig@gmail.com**

**CHERKAOUI Roquia**

Enseignant chercheur

Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Marrakech

Université CADI AYYAD-Maroc,

Laboratoire de recherche en économie sociale et solidaire, gouvernance et développement  
(LARESSGD)

**Cherkaouirokia@yahoo.fr**

**Date de soumission :** 15/08/2023

**Date d'acceptation :** 18/09/2023

**Pour citer cet article :**

EL GHOUAT M. & al (2023) «Effet de la qualité de l'audit interne sur la corruption dans l'administration publique au Maroc», Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit « Volume 7 : numéro 3» pp : 75-94.

## Résumé

La corruption est un problème répandu dans les organisations publiques en Afrique. Les gouvernements ont mis en place des mécanismes tels que l'audit interne pour assurer une gestion conforme aux normes. Notre étude a examiné l'impact de la qualité de l'audit interne sur la corruption dans le secteur public. Elle a interrogé 160 auditeurs internes du secteur public. Les résultats montrent que la qualité de l'audit interne, représentée par l'indépendance, la compétence et l'intégrité des auditeurs, a un effet significatif dans la lutte contre la corruption. Pour renforcer cette qualité, il est essentiel de garantir l'indépendance des auditeurs internes par le biais de lois de protection. De plus, les qualifications académiques et professionnelles doivent être soigneusement considérées lors de l'embauche dans les départements d'audit interne des organisations gouvernementales. En conclusion, la qualité de l'audit interne est un levier essentiel pour lutter contre la corruption dans le secteur public au Maroc.

**Mots clés :** Audit interne ; qualité de l'audit interne ; corruption, secteur public ; indépendance de l'auditeur interne.

## Abstract

Corruption is a widespread issue in public organizations across Africa. Governments have implemented mechanisms such as internal auditing to ensure management aligns with standards. A study in Morocco examined the impact of internal audit quality on corruption in the public sector. It surveyed 160 internal auditors in the public sector. The results reveal that internal audit quality, represented by auditors' independence, competence, and integrity, significantly affects the fight against corruption. To enhance this quality, ensuring the independence of internal auditors through protective legislation is crucial. Furthermore, academic and professional qualifications should be carefully considered when hiring for government organizational internal audit departments. In conclusion, internal audit quality plays a pivotal role in combating corruption in Morocco's public sector.

**Keywords:** Internal audit; quality of internal audit; corruption, public sector; independence of the internal auditor.

## Introduction

La corruption est devenue un problème mondial qui a reçu beaucoup d'attention de la part de la scène politique, de l'industrie privée et des universitaires du monde entier depuis de nombreuses décennies. En particulier dans les pays en voie de développement, la corruption devient une partie intégrante et normale de presque toutes les activités des bureaucrates et des politiciens (El Khider et al., 2020). La Banque mondiale (2004) a déclaré que la corruption est l'utilisation abusive d'une fonction publique à des fins personnelles. L'indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International (TI) a établi la présence de la corruption dans 180 pays du monde à différentes échelles. Cela indique que la corruption est un phénomène mondial qui ne se limite pas à un continent particulier. Les personnes chargées de gérer les affaires de la plupart des pays abusent du pouvoir public pour en tirer des avantages personnels. La corruption est un comportement illégal et immoral à l'encontre de la société qui confère des avantages indus à quelqu'un et qui ne tient pas compte du mandat des autorités d'assurer le bien-être et la prospérité des citoyens (Olukowade & Ogodor, 2015).

Dans une étude menée en 2018 par U.S. News and World Report, pour le classement des meilleurs pays, il a été constaté que parmi 80 pays examinés, le Maroc figurait parmi les nations les plus affectées par le fléau de la corruption. Ce mal insidieux s'est profondément infiltré au sein des mécanismes du système marocain. La lutte contre la corruption est devenue l'objectif principal des administrations successives au Maroc depuis le début de cette dispensation démocratique en Juillet 1999. Malgré la présence et les mesures prises par ces réformes anti-corruption au Maroc, la vague de corruption ne cesse d'augmenter. Même la position ferme de l'administration actuelle contre la corruption n'a pas changé la situation. Par exemple, dans l'IPC de 2014, le Maroc était classé 136ème pays le plus corrompu sur un total de 176 pays par Transparency International (TI), tandis que dans son IPC de 2018, la position du pays a encore baissé à 144 sur 175 pays.

La lutte contre la corruption doit être prise au sérieux et pour y parvenir, il faut se concentrer davantage sur le secteur public. Outre les agences anti-corruption établies, des mécanismes internes de lutte contre la corruption doivent être mis en place dans tous les établissements du secteur public. Le secteur public au Maroc est largement reconnu comme la source de l'inefficacité, du gaspillage et des pratiques de corruption. La mise en place et le renforcement d'un département d'audit interne dans toutes les organisations gouvernementales permettra de lutter contre les abus de pouvoir et de fonctions publiques dans les MDA et servira également de complément aux agences anti-corruption. L'audit interne, en tant que partie intégrante du mécanisme de gestion, a le potentiel de faire respecter la responsabilité et de contrôler la corruption dans le secteur public s'il est correctement utilisé. La qualité de l'audit renforcera la transparence et la responsabilité financières (Havens, 1990).

Plusieurs érudits se sont penchés sur l'examen de la fonction de l'audit interne dans le contexte du secteur public, mettant en lumière ses contributions potentielles à la production de recettes, à la

protection des actifs et au contrôle de la fraude.. Cependant, peu de chercheurs ont consacré leur attention l'utilité de l'audit interne dans la lutte contre la corruption. Les études empiriques portant sur la façon dont l'audit interne peut atténuer la corruption au sein du secteur public marocain demeurent rares, en dépit des informations et des recherches disponibles.

Par ailleurs, à la lumière des évaluations de l'ampleur de la corruption au Maroc effectuées par Transparency International, une étude s'avère essentielle sur la qualité de l'audit interne et son impact dans la lutte contre ce fléau, notamment au sein du secteur public. L'objectif de cette recherche consiste donc à examiner la relation entre la qualité de l'audit interne et la prévalence de la corruption au sein de l'administration publique marocaine.

### Objectifs de l'étude

La problématique principale de l'étude est de répondre au questionnement suivant : **Quel est l'impact de la qualité de l'audit interne sur la corruption dans le secteur public marocain ?**

Pour répondre à cette question, l'étude visera à atteindre les objectifs suivants :

- L'impact de l'indépendance des auditeurs internes sur la corruption dans le secteur public marocain.
- L'effet de l'intégrité des auditeurs internes sur la corruption dans le secteur public marocain.

### Hypothèse de recherche

- **H1** : L'indépendance des auditeurs internes aurait un impact sur la corruption dans le secteur public marocain.
- **H2** : La compétence des auditeurs internes pourrait endiguer la corruption dans le secteur public marocain.
- **H3** : L'intégrité des auditeurs internes aurait un impact significatif sur la corruption dans le secteur public marocain.

Au niveau de notre papier, nous allons mobiliser la revue de littérature relative à la corruption, à la fonction d'audit interne et sa qualité, pour pouvoir proposer un modèle conceptuel issu des travaux théoriques et empiriques antérieurs, ensuite, nous allons exposer dans la deuxième partie, la méthodologie de recherche adoptée, les principaux résultats, avec les principales recommandations et implications managériales.

### 1. Cadre théorique et conceptuel

Il existe plusieurs théories sur l'audit, telles que la théorie de l'agence, la théorie institutionnelle, la théorie de la crédibilité des prêts, la théorie du policier, la théorie de la contingence et la théorie de l'intendance. Dans cette étude, nous avons opté pour la théorie de l'agence.

Selon cette théorie, la relation d'agence existe entre un ou plusieurs propriétaires principaux et son agent (la direction) (Jensen & Meckling, 1976). L'agent gère l'organisation pour s'acquitter de certaines responsabilités et prend également des décisions au nom des propriétaires sur la base de l'autorité donnée

par les propriétaires principaux. L'agent peut utiliser ce pouvoir dans son propre intérêt plutôt que dans celui des propriétaires. Pour protéger l'intérêt du principal, un contrôle est nécessaire. Dans ce contexte, ce contrôle est constitué par les auditeurs. Adams (1994) a déclaré que l'existence d'auditeurs internes et externes améliorera la performance d'une organisation et garantira que les procédures établies sont respectées par la direction. Peurseem et Pumphrey (2005) considèrent les auditeurs internes comme des agents de contrôle des propriétaires et de la direction.

### 1.1. Corruption

La corruption est un concept que divers chercheurs ont défini différemment au fil du temps. C'est un concept qui n'a pas de signification établie (Philips & Akpokighe, 2014). John (2013) a déclaré que la corruption est un phénomène qui a diminué et même éliminé le désir d'intégrité et de bon comportement des gens. Il a affirmé que les gens sont devenus corrompus à la suite d'événements survenus dans la vie sociale et politique. Dong (2014) estime que la corruption n'est pas affectée par le niveau de développement et de modernisation des pays. Le niveau de développement et de modernisation permet plutôt à la corruption de se manifester sous de nouvelles formes (Dong, 2014). Doig (cité dans Shuaib, 2015) a décrit la corruption comme l'utilisation de la capacité officielle pour acquérir des avantages personnels, et l'échec à créer une dichotomie entre la position publique et le bénéfice privé. Selon Nkom (1982), la corruption consiste à utiliser la position publique pour obtenir des avantages personnels. La corruption peut être considérée comme l'acte d'influencer de manière immorale des personnes en position d'autorité pour qu'elles se comportent d'une manière qui apporte des gains personnels à toutes les parties concernées (Nkom, 1982). Agbese (1992) a décrit la corruption comme l'utilisation de notre position sociale pour obtenir des avantages indus.

Une situation dans laquelle les fonctionnaires ont reçu, mendié ou exigé un pot-de-vin avant un service social peut être rendue comme un abus de fonction publique. Il s'agit également d'un abus lorsqu'un individu donne des pots-de-vin afin d'influencer les lois et les procédures pour des gains et des avantages personnels (Adedeji, Soyinka, & Sunday, 2018). Ali (2008) a affirmé que la prévalence de la corruption est la cause profonde de l'extrême pauvreté et de la faim dans le pays. Shuaib (2015) a opiné que la corruption est devenue un mode de vie au Maroc et la cause des promesses non tenues et des espoirs déçus auxquels les Marocains sont maintenant habitués.

Philips et Akpokighe (2014) ont affirmé que la principale cause du déclin du Maroc est le fait que les personnes chargées de la gouvernance volent l'argent public. Ils définissent la corruption comme l'implication dans des actes immoraux qui vont à l'encontre du bien-être de la société de la société. La corruption est une situation dans laquelle les personnes chargées de gérer les richesses d'un pays ont agi d'une manière qui s'écarte des attentes de la population et ont également manipulé de manière erronée et illégale les biens publics (Oladipupo, 2015).

D'après ce qui précède, la corruption peut être résumée comme un acte de malhonnêteté de la part d'une personne au sommet de la hiérarchie qui amasse des richesses grâce à la corruption, au détournement de fonds, à la fraude, à la collusion, à l'extorsion et au népotisme. Ce phénomène constitue un problème majeur identifié comme un obstacle au développement économique. Il est également associé aux dysfonctionnements des systèmes et des institutions, ainsi qu'à la pauvreté extrême en Afrique (Hamilton & Hudson, 2014 ; Pring, 2015). Selon l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI, 2013), la corruption dans le secteur public se définit comme l'abus du pouvoir ou de la confiance du public à des fins personnelles.

D'après les données de la Banque mondiale, la corruption est perçue comme un obstacle au développement, car elle pousse les gouvernements à allouer leurs ressources à des domaines inappropriés, au détriment de la promulgation et de la mise en œuvre de politiques susceptibles d'apporter le développement. Le Maroc, en tant que nation, est profondément embourbé dans le fléau de la corruption, comme en témoigne son classement par Transparency International, qui le place au 144<sup>e</sup> rang parmi 175 pays en termes de transparence et de lutte contre la corruption (indice de classement TI pour l'année 2018).

## **1.2. Qualité de l'audit interne**

L'audit interne est un ensemble d'activités indépendantes, de conseil et d'assurance objective visant à créer de la valeur et à améliorer les opérations des entreprises (The Institute of Internal Auditors, 2016). Il emploie un processus systématique et discipliné d'évaluation de la solidité du contrôle interne, de la gouvernance et de la gestion des risques. Asiedu et Deffor (2017) ont estimé que la corruption étant une conséquence de la faiblesse des systèmes, des institutions et des réformes efficaces sont nécessaires pour la combattre. Des institutions efficaces impliquent de rendre les systèmes et structures existants plus dynamiques. Cela inclut le renforcement des capacités du personnel de ces organisations. Selon Goodwin et Teck (2001), l'audit interne est un organe indépendant au sein d'une entreprise, créé pour s'assurer que les activités de l'établissement deviennent plus précieuses et de bonne qualité.

Otalor et Eiya (2013) ont affirmé que l'audit est l'une des machineries nécessaires pour lutter contre la corruption. Jeppesen (2018) a soutenu que les auditeurs sont dans une position avantageuse pour mener activement la guerre contre la corruption. Caratas, Spatariu et Trandafir (2018) ont avancé que les organisations effectuent des audits comme méthode la plus efficace pour surveiller la corruption et les pots-de-vin. Ils ont opiné que l'échec de l'audit influence directement la performance organisationnelle et le rôle de l'audit interne consiste à s'assurer que la direction a une attitude intolérable connue envers la corruption. Asiedu et Deffor (2017) ont déclaré qu'un audit interne de qualité réduirait la corruption. Khoury (2011) a admis que pour faire la réforme de l'audit interne, qui n'est plus un simple département

pour assurer la conformité aux règles et règlements, mais un mécanisme de gouvernance qui apporte une valeur ajoutée, il est nécessaire d'opérer un plus grand changement de culture. Il a affirmé que l'efficacité de l'audit interne dépend de certains facteurs, dont sa véritable indépendance, la qualification/compétences professionnelles des auditeurs internes, le soutien législatif et le soutien du gouvernement. Oladipupo (2015) estime que des pratiques d'audit et de comptabilité inefficaces et inférieures aux normes encouragent les pratiques de corruption. Un audit de qualité aidera les organisations publiques à assumer leurs responsabilités conformément aux exigences de responsabilité et d'intégrité, et les aidera également à fournir un service de qualité, renforçant ainsi la confiance de la population à leur égard (Assakaf, Samsudin, & Othman, 2018).

Gherai, Tara et Matica (2016) sont d'avis que les personnes occupant des fonctions publiques seraient dissuadées et découragées de s'adonner à des pratiques frauduleuses ou à des comportements corrompus si les résultats de leurs enquêtes illicites étaient connus.

Les actes de corruption sont divulgués dans les rapports d'audit. L'objectif principal des audits financiers n'est pas de détecter les pratiques de corruption, mais de s'assurer que les états financiers présentés par l'organisation donnent une image fidèle de ses transactions et de sa situation (Gharrafi, 2022). Cela signifie que des comptes faux et incomplets signifient la présence de corruption.

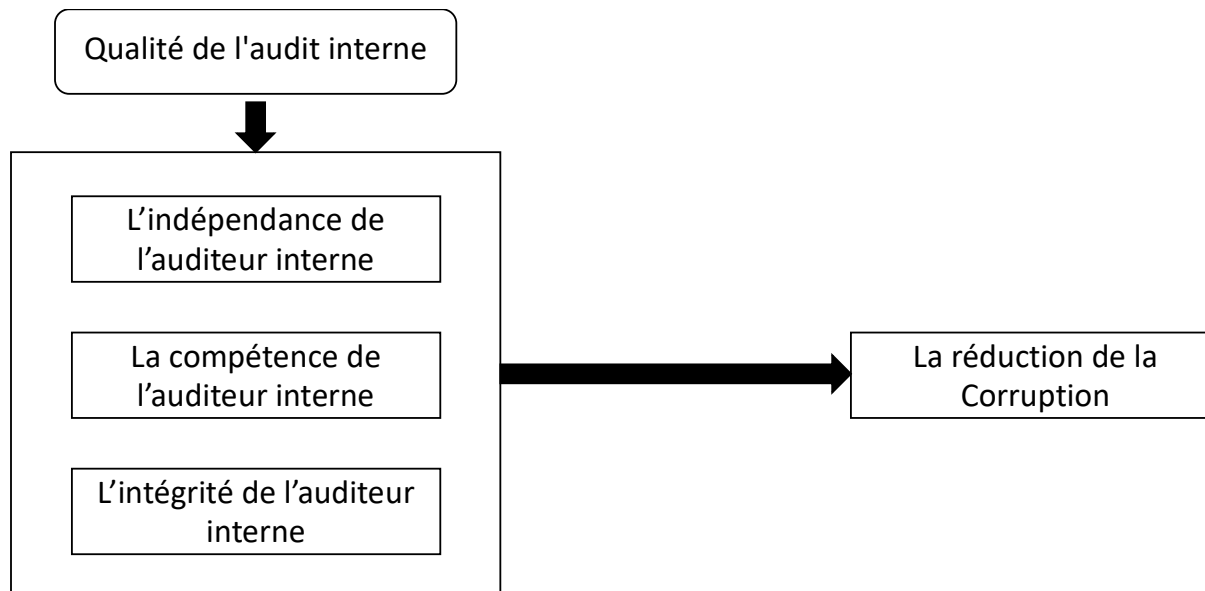
Lorsque les organisations recherchent et maintiennent des normes de comptabilité et d'audit plus élevées et meilleures, la direction générale et toutes les autres personnes de l'organisation seront tenues de devenir plus simples et directes sur la façon dont elles utilisent les ressources de l'entité, rendant ainsi impraticable pour la direction et les autres membres du personnel de se livrer à tout acte de corruption. (Adedeji, Soyinka, & Sunday, 2018).

Conformément aux observations de Khoury (2011), l'audit interne revêt une signification substantielle au sein du secteur public, et ce, à plusieurs égards :

- 1- Il constitue le pilier fondamental d'une gouvernance efficace et efficiente. Cette pratique permet de procéder à une vérification impartiale et objective quant à l'utilisation efficiente des fonds publics, tout en garantissant le respect des principes éthiques et des valeurs appropriées au sein de l'organisation.
- 2- Il assiste le gouvernement dans l'accomplissement effectif de ses rôles de supervision et de surveillance.
- 3- En tant qu'instrument efficace, il offre une assurance en matière de contrôle financier et se révèle précieux pour la surveillance et l'évaluation des activités de gestion.
- 4- L'audit interne contribue à garantir l'équité, la transparence, la réduction des pratiques corruptives, et à l'optimisation des ressources dans le cadre des marchés publics.
- 5- Il travaille en étroite collaboration avec la direction afin de garantir la prestation de services de qualité.

En somme, il s'agit d'un élément de grande importance dans la gestion des finances publiques, apportant ainsi une contribution significative à l'amélioration des performances de gestion.

**Figure N°1 : Qualité de l'audit interne et réduction de la corruption.**



**Source : Auteurs**

### 1.3. Compétences des auditeurs internes

Un audit interne de qualité est capable d'aider un établissement à actualiser ses objectifs (Macrae & Van Gils, 2014). Le règlement financier a imposé à tous les établissements publics de disposer d'un service d'audit interne. Macrae et Van Gils (2014) ont déclaré qu'avec l'existence de l'audit interne, les risques et les faiblesses des systèmes sont facilement évalués ; des mesures pour y remédier et des améliorations durables sont initiées. Un facteur qui détermine la qualité du travail de l'audit interne comprend leur compétence. Asiedu et Deffor (2017) ont estimé que la formation et les compétences des auditeurs internes, ainsi que le respect des dispositions légales, déterminent la compétence des auditeurs internes, le service d'audit interne. L'Institut des auditeurs internes (2010) a déclaré que la compétence de l'auditeur implique des connaissances, des compétences techniques et comportementales.

### 1.4. Indépendance des auditeurs internes

L'indépendance est une absence totale et complète d'influence extérieure. Selon la norme d'audit interne du secteur public (PSIAS), l'indépendance est la capacité de l'auditeur interne à exercer ses fonctions de manière impartiale. Selon Alzeban et Gwilliam (2014), les auditeurs internes ont une plus grande responsabilité dans l'objectivité et l'indépendance de leur travail, même s'ils sont des employés de l'organisation.



Ils ont opiné que le manque d'indépendance est un facteur majeur affectant la qualité du travail d'audit interne dans la plupart des pays en développement (Alzeban & Gwilliam, 2014).

L'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI, 2013) a déclaré que l'indépendance des auditeurs internes est l'absence de situations qui l'empêchent d'exercer ses responsabilités d'une manière exempte d'interférences. L'INTOSAI a opiné que l'indépendance permet aux auditeurs internes d'exercer ses fonctions de manière impartiale et d'être sans parti pris dans ses jugements.

Les normes d'audit interne du secteur public stipulent que pour atteindre le niveau d'indépendance nécessaire à l'exercice efficace de ses fonctions, l'auditeur interne doit avoir un accès direct et illimité au président du comité d'audit et au conseil.

### **1.5. Intégrité de l'auditeur interne**

L'intégrité est la capacité de l'auditeur à être juste et honnête dans l'exercice de ses fonctions. L'auditeur doit s'acquitter de son devoir professionnel dans le respect de la loi et de son application, ne pas exercer d'activités illégales et soutenir l'éthique de l'entité auditée. En agissant ainsi, le travail des auditeurs sera crédible et suscitera la confiance de la population (Gharrafi, 2022).

Selon le code de déontologie de l'Institute of Internal Auditor, l'intégrité des auditeurs internes crée la confiance et constitue donc le fondement de la confiance dans leur jugement. L'Institut a mis en évidence les éléments suivants comme base pour mesurer l'intégrité de l'auditeur :

Le commissaire aux comptes s'acquitte de sa mission avec honnêteté, diligence et responsabilité.

Dans l'exercice de ses fonctions, le commissaire aux comptes est tenu de respecter la loi et de faire les déclarations requises par la loi et la profession.

L'auditeur ne doit pas délibérément s'associer à des actions illégales, ni s'impliquer dans des actions déshonorantes pour la profession d'auditeur interne ou pour l'établissement.

L'auditeur doit agir de manière à respecter et à contribuer aux objectifs réels et éthiques de l'organisation.

## **2. Travaux empiriques**

Diverses études se sont principalement concentrées sur l'établissement des effets du département d'audit interne sur la performance des organisations. Il existe cependant d'autres études sur le rôle ou les effets de l'audit interne sur la corruption, en particulier dans le secteur public. Asiedu et Deffor (2017) ont conclu dans une étude que l'efficacité de la fonction d'audit interne réduirait la corruption. Ils ont en outre adhéré que pour réduire la corruption, le département d'audit interne doit être autorisé à effectuer son travail de manière indépendante. La capacité de travailler sans aucune interférence externe rendrait le travail d'audit interne plus efficace de qualité et d'impact. Rafiu et Oyedokun (2007) ont déclaré qu'un travail d'audit de qualité conduirait à une responsabilisation efficace et ne peut être réalisé que si l'auditeur interne est totalement indépendant.

Caratas, Spatariu et Trandafir (2018) ont conclu que l'audit interne est une force nécessaire pour gagner la lutte contre la corruption. Dans le même ordre d'idées, Otor et Eiya (2013) ont déclaré que l'audit interne est un mécanisme nécessaire dans la lutte contre la corruption. Aussi Rosma (2014) a accepté que la performance organisationnelle s'améliorera grâce à l'efficacité de l'audit interne. Udeh et Eugene (2016) ont conclu qu'une bonne pratique d'audit interne est significative pour sauvegarder efficacement les actifs des organisations du secteur public.

Adedeji, Soyinka et Sunday (2018) dans un document de recherche sur le contrôle de la corruption dans le secteur public ont révélé que les comptables marocains qui exécutent les principes comptables dans le secteur public ont suffisamment de portée et de compétences pour prévenir la corruption dans les organisations gouvernementales. Ils ont également affirmé dans l'étude que l'efficacité des principes établis est fonction de la sincérité et de l'authenticité des membres de l'organisation. Ils recommandent donc que le code d'éthique comptable, un contrôle interne sain et le respect des lois gouvernementales soient appliqués dans les organisations du secteur public afin d'enrayer la corruption.

Nurdiono et Gamayuni (2018) ont consenti que l'efficacité de l'audit interne influence positivement et significativement la responsabilité. Ils ont conclu que la qualité de l'audit interne est influencée par leur compétence. La qualité du travail d'audit interne est un rôle de la compétence des auditeurs internes. La compétence et la qualité de l'audit sont positivement liées, plus les auditeurs sont compétents, plus leur travail sera de qualité. La compétence peut être mesurée par la formation et les qualifications professionnelles ainsi que par les années d'expérience, ils ont conclu que les attributs des auditeurs internes, la qualité du travail du département d'audit interne et le soutien des membres de l'organisation contribueraient énormément à l'efficacité de l'audit interne.

Thaer (2016) dans une étude visant à examiner le rôle de la fonction d'audit interne dans le secteur public a conclu que l'auditeur interne a un rôle important à jouer pour s'assurer que les ressources publiques sont bien gérées et utilisées. L'étude a déclaré que les auditeurs internes sont bien informés et perspicaces sur la façon dont les fonds publics peuvent être gérés.

Il existe toutefois quelques études présentant des points de vue différents. Sorunke (2016), dans une étude sur le Conseil du gouvernement local de l'État d'Osun, a découvert que l'existence d'une unité d'audit interne n'empêchait pas l'apparition de la fraude. Il a également déclaré que la détection et la prévention de la fraude ne dépendent pas de l'indépendance de l'audit interne. Dans le même ordre d'idées, Novita, Imam et Tarmizi (2017) ont attesté que l'audit interne ne joue pas un rôle important dans l'amélioration de la qualité de la responsabilité des états financiers, mais que le contrôle interne peut avoir une incidence sur la responsabilité.

Assakaf, Samsudin et Othman (2018) ont assuré dans leur étude qu'un audit de qualité peut contribuer à endiguer la menace de la corruption. Avis, Ferraz et Finan (2018) ont réalisé une évaluation sur les programmes d'audit anti-corruption du gouvernement spécifiquement pour vérifier le détournement de

biens publics au niveau local au Brésil et ont conclu que l'audit serait un outil qui peut être utilisé pour réduire de manière significative la corruption. Ils affirment que les personnes élues à des fonctions publiques hésiteront à s'impliquer dans des pratiques de corruption si elles savent que l'audit présente une plus grande probabilité d'exposer leurs actes frauduleux aux électeurs, affectant ainsi négativement leurs chances d'être réélus. Ils affirment en outre que l'audit augmenterait leurs chances d'être accusés de leurs méfaits.

### 3. Méthodologie de recherche :

L'étude a utilisé un plan d'enquête et la population de l'étude couvre tous les établissements publics qui ont un département d'audit interne. Cependant, l'étude a utilisé un échantillon de 160 comptables et auditeurs provenant d'institutions gouvernementales marocaines (Trésor public et collectivité territoriale de la région de Marrakech-Safi). Les répondants ont été sélectionnés à l'aide de techniques aléatoires simples. L'étude utilise un questionnaire structuré comme instrument de collecte des données. Le questionnaire utilisé dans une étude menée par Asiedu et Deffor (2017) a été adapté avec quelques modifications pour cette étude et a été mesuré sur une échelle de Likert modifiée de 4 - points de Strongly Agree (SA) - 4, Agree (A) - 3, Disagree (D) - 2 et Strongly Disagree (SD) - 1.

régressions multiples en utilisant SPSS a été utilisé pour analyser les données recueillies.

#### Spécification du modèle de régression

Le modèle d'équation de régression pour cette étude est le suivant :  $CP = f(IAQ)$

$QIA = f(IND, COM, INT,)$

$CP = a + b_1IND + b_2COM + b_3INT$

CP = Pratiques corrompues QAI = Qualité de l'audit interne IND = Indépendance des auditeurs COM = Compétence des auditeurs INT = Intégrité des auditeurs

#### Variables indépendantes

La variable indépendante est la "qualité de l'audit interne". L'étude mesurera la qualité de l'audit interne à l'aide des variables suivantes :

Indépendance des auditeurs internes (IND)

Compétence des auditeurs internes (COM)

Auditeurs internes Intégrité (INT)

#### Variable dépendante :

La variable dépendante de cette étude est la "corruption".

### 4. Analyse empirique et résultats

Les données de l'étude proviennent du personnel des organisations appartenant au gouvernement du Maroc. L'échantillon a d'abord été sélectionné par le biais d'un choix raisonné d'organisations disposant

d'un département d'audit interne opérationnel, puis les répondants ont été sélectionnés dans le département d'audit interne de l'organisation échantillonnée en utilisant la technique d'échantillonnage aléatoire simple.

La taille de l'échantillon pour cette étude est de 160 répondants qui ont été sélectionnés comme indiqué ci-dessus. Les questionnaires structurés ont été auto-administrés aux répondants. Les questionnaires retournés ont été soumis à un nettoyage des données. Grâce à ce processus, les questionnaires qui n'étaient pas bien remplis ont été retirés de l'ensemble de données final. Sur cette base, le nombre de questionnaires bien remplis et pris en compte pour les analyses de données était de 154 questionnaires, soit un taux de réponse de 96 % de l'ensemble de l'échantillon.

#### 4.1. Résultat descriptif des répondants

Le tableau 1 montre que la majorité des répondants sont de sexe masculin et mariés, 59,7 % et 63 % respectivement des répondants appartenant à ces groupes. Compte tenu du fait que l'âge de travail dans la fonction publique Marocaine se situe entre 18 et 60 ans. 33,8 % des personnes interrogées sont au début de leur vie active, 59 % sont à mi-chemin et 6,4 % ont presque atteint l'âge de la retraite. Le tableau révèle également que la majorité des personnes interrogées ont au moins un diplôme de premier cycle ; 79,9 % d'entre elles ont au moins un diplôme de premier cycle. La majorité des répondants ont de l'expérience en la matière, ayant passé un bon nombre d'années dans le service. 48,1 % et 27,9 % ont passé respectivement 11 à 20 ans et 21 à 35 ans dans le service.

**Tableau N°1 : Analyse descriptive des répondants**

Options	Fréquence	Pourcentage
Sexe : Homme	92	59.7
Femme	62	40.3
Statut marital : Marié(e)	97	63
Célibataire	57	37
Âge : 20 - 30 ans	52	33.8
31 - 40 ans	48	31.2
41 - 50 ans	44	28.6
51 - 60 ans	10	6.4
Éducation : OND	31	20.1
HND/BSc	100	64.9
Postgraduate	23	15
Expérience professionnelle : 1 - 10 ans	37	24
11 - 20 ans	74	48.1

21 - 35 ans	43	27.9
-------------	----	------

Source : Résultat SPSS. 20

#### 4.2. Analyse de régression et discussion

Le tableau 2 est le résumé du modèle, la valeur R2 ajustée est de 0,735. Cela signifie que 73,5 % des changements survenus dans la variable dépendante sont expliqués par la variable indépendante.

**Tableau N°2 : Résumé du modèle**

Modèle	R	R2	Adj R2	Erreur std. de l'estimation
1	.860	.740	.735	.25185

Source : Résultat SPSS. 20

Le tableau 3 présente les statistiques de l'ANOVA ; la valeur de probabilité de 0,000 montre la pertinence du modèle. La valeur de probabilité de la statistique F implique que le résultat est significatif. Cela signifie que la qualité de l'audit interne a un effet significatif sur la corruption. Cela signifie que la qualité de l'audit interne réduira de manière significative la corruption dans le secteur public Marocain.

**Tableau N°3 : ANOVA**

Modèle	Somme des carrés	des df	Carré moyen	F	Sig.
Régression	27.106	3	9.035	142.454	.000b
Résiduelle	9.514	150	0.063		
Total	36.621	153			

Source : Résultat SPSS. 20

On s'attend a priori à ce que tous les indicateurs de la qualité de l'audit interne aient une relation négative avec la corruption. Le tableau 4 présente le résultat des statistiques individuelles. L'indépendance de l'auditeur interne est significative mais avec une valeur de coefficient positive de 0,242 ; cela signifie que l'indépendance de l'auditeur interne, bien que significative, influence positivement la corruption. Cela suggère que l'indépendance de l'audit interne encourage la pratique de la corruption plutôt que de la freiner. Le résultat statistique montre que la compétence de l'auditeur interne est significative et a une valeur de coefficient négative de -0,134. Cela implique que la compétence des auditeurs internes de

l'établissement public réduit la pratique de la corruption. Ceci est en accord avec notre attente a priori que l'auditeur interne avec des connaissances professionnelles aidera à réduire la corruption dans les secteurs publics. Enfin, le résultat montre que l'intégrité de l'auditeur interne est significative mais aussi avec une valeur de coefficient positive de 0,746. Ce résultat signifie que l'intégrité de l'auditeur interne est significative mais influence positivement la corruption. Ceci est contraire à l'attente a priori de l'étude. Cela suggère également que les auditeurs internes du secteur public ne respectent pas la plupart du temps la loi et la réglementation. L'idée que les fonds publics sont un gâteau national les inciterait à se joindre à la foule et à exercer leurs fonctions d'une manière qui pourrait accroître la corruption dans le secteur public au Maroc.

**Tableau N°4 : Coefficient de détermination**

Modèle	Coefficients normalisés		Coefficients normalisés	t	Sig.
	B	Erreur std.			
(Constant)	0.441	0.172		2.563	0.011
Indépendance de l'auditeur	0.242	0.060	0.199	4.048	0.000
Compétence des auditeurs	-0.134	0.039	-0.177	-3.418	0.001
Intégrité de l'auditeur	0.746	0.039	0.860	18.982	0.000

**Source : Résultat SPSS. 20**

Le tableau 5 est le résultat de la vérification de la relation entre les variables indépendantes. Le résultat de la tolérance et du VIF montre que le modèle est exempt de problème de multicolinéarité. Ceci est mis en évidence par la valeur de VIF qui est inférieure à 10 comme suggéré par Gujarati (2004).

**Tableau N°5 : Statistiques de multicolinéarité**

Modèle	Tolérance	VIF
(Constant) Indépendance de l'auditeur	0.714	1.400
Compétence de l'auditeur	0.645	1.551
Intégrité de l'auditeur	0.843	1.186

**Source : Résultat SPSS. 20**

Le tableau 5 est le résultat de la vérification de la relation entre les variables indépendantes. Le résultat de la tolérance et du VIF montre que le modèle est exempt de problème de multicolinéarité. Ceci est mis en évidence par la valeur de VIF qui est inférieure à 10 comme suggéré par Gujarati (2004).

### **4.3. Constatations**

Sur la base des résultats ci-dessus, les hypothèses de cette étude sont les suivantes :

**H<sub>1</sub>** : L'indépendance des auditeurs internes aurait un impact sur la corruption.

La première hypothèse nulle a été rejetée, ce qui implique que l'indépendance des auditeurs internes a une incidence sur les résultats, un impact positif et significatif sur la corruption.

**H<sub>2</sub>** : La compétence des auditeurs internes pourrait endiguer la corruption.

L'hypothèse nulle a été rejetée car le résultat de l'analyse était significatif. Cela signifie que les compétences des auditeurs internes peuvent endiguer la corruption.

**H<sub>3</sub>** : L'intégrité des auditeurs internes aurait un effet significatif sur la corruption.

Le résultat de la régression est significatif et l'hypothèse nulle est donc rejetée. Cela implique que l'intégrité de l'auditeur interne a un effet significatif sur la corruption.

### **Conclusion**

Ce document examine l'effet de la qualité de l'audit interne sur la corruption dans le secteur public Marocain. L'étude a révélé et conclu que l'indépendance des auditeurs internes a un impact positif significatif sur la corruption. Cela signifie que le niveau d'indépendance de l'audit interne, au lieu d'atténuer la corruption, l'augmente. L'étude conclut que les auditeurs internes des institutions sélectionnées ne sont pas indépendants dans l'exercice de leurs responsabilités, ce qui influence la corruption. La compétence des auditeurs internes a une relation négative significative avec la corruption. L'étude conclut que la compétence de l'auditeur interne réduit les pratiques de corruption dans le secteur public. L'étude a également révélé que l'intégrité des auditeurs internes a une relation positive significative avec la corruption, ce qui permet de conclure que l'intégrité des auditeurs internes encourage la corruption dans le secteur public marocain.

### **Recommandation**

L'indépendance de l'auditeur doit être rendue plus efficace pour endiguer toute augmentation de la corruption. Il est conseillé au gouvernement de créer un soutien juridique à l'auditeur interne qui l'obligera à signaler toute découverte de corruption directement au conseil d'administration, à l'auditeur général de la Fédération et aux agences anti-corruption.

Des règles devraient être mises en place par le gouvernement qui énonceront les procédures de déploiement ou de résiliation de l'engagement d'un personnel du département d'audit interne.

Les services d'audit interne doivent employer du personnel possédant les qualifications académiques et professionnelles requises.

Le personnel du service d'audit interne doit être bien formé et ses connaissances doivent être mises à jour à un niveau allant au-delà des travaux sans erreur.

Les personnes dont l'intégrité est mise en doute ne doivent pas être autorisées à travailler dans le département d'audit interne.



## BIBLIOGRAPHIE

- Adams, M. B. (1994). Agency Theory and the Internal Audit. *Managerial Auditing Journal*, 9(8), 8-12.
- Adedeji, D.B., Soyinka, K.A., Sunday, O.M. (2018). La lutte contre la corruption dans le secteur public et l'expert-comptable Marocain. *International Journal of Academic Research in Accounting, Finance and Management Sciences*, 8 (1), 91-103.
- Agbese, D. (1992, 9 mai). La corruption, l'huile de palme qui tache les doigts du donneur et du receveur. *Newswatch*, 5(109 - 115.), 9 - 15.
- Annales de la faculté d'économie, 1(2), 465-476.
- Asaolu, T.O (2013). La politique sans numéraire comme panacée pour endiguer la corruption au Maroc : les perspectives des comptables. *The Marocn Accountant Review*, 34-41.
- Assakaf, E.A., Samsudin, R.S., et Othman, Z. (2018). Audit du secteur public et corruption : Une revue de la littérature. *Asian Journal of Finance & Accounting*, 10(1), 226-241.
- Asiedu, K.F., & Deffor, E.W. (2017). Lutter contre la corruption au moyen d'une fonction d'audit interne efficace : Les preuves du secteur public ghanéen. *International Journal of Auditing*, 21, 82-99 .
- Ali, M. (2008). Corruption Hinder Effective Council Administration. Consulté sur <http://www.efceMaroc.com/index>
- Avis E., Ferraz C., & Finan F. (7 février, 2018). Les audits gouvernementaux réduisent-ils la corruption ? Evidence from Brazil. [Blog post] Récupéré sur <http://www.blogs.iadb.org/efctividad-desarrollo/en/5417/>.
- Alzeban, A., & Gwilliam, D. (2014). Facteurs affectant l'efficacité de l'audit interne. *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, 23, 74-86.
- Cable Network News (2018), Le Maroc dépasse l'Inde dans le classement de l'extrême pauvreté. Consulté sur <https://edition.cnn.com/2018/06/26/africa/Maroc-overtakes-india-extreme-poverty-intl/index.html>.
- Carata, M. A., Spătariu, E .C., & Trandafir, R. (2018). Le rôle de l'audit interne dans la lutte contre la corruption.
- Ovidius University Annals, Economic Sciences Series, XVIII( 2), 566-569.
- Dong, B. (2014). Les causes et les conséquences de la corruption. (Thèse de doctorat Queensland University of Technology, Brisbane, Australie).
- EL KHIDER, A., TARBALOUTI, E., MARGOUM, M. A., & IGBIDA, I. (2020). Corruption et Commerce: Une digue ou lubrifiant des exportations marocaines? Une analyse dynamique. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 3(1).
- Gherai D.S., Tara I.G., et Matica D.E. (2016). L'institution supérieure de contrôle peut contrôler la corruption ou Annales de la faculté d'économie, 1(2), 465-476.

- Goodwin, J., & Teck, Y. Y. (2001). Deux facteurs affectant l'indépendance et l'objectivité de l'audit interne : preuves de Singapour. *International Journal of Auditing*, 5, 107-125.
- Gujarati, D.N. (2004). *Basic Econometrics* (4th ed.). USA : Tata McGraw-Hill.
- Hamilton, A., & Hudson, J. (2014). *Corruption et identification : des preuves du Soudan*. Document de travail de l'Université de Bath.
- Havens, H.S. (1990). *L'évolution du General Accounting Office : From Voucher Audits to Program Evaluations*. General Accounting Office (GAO) des États-Unis.
- Homi, K., Kristofer, H., et Martin, H. (2018, 19 juin). *Le début d'un nouveau récit sur la pauvreté*. Institution Brookings
- Institut des auditeurs internes (IIA), (2010). *Mesurer l'efficacité et l'efficience de l'audit interne*.
- IPPF - Guide pratique. L'Institut des auditeurs internes.
- INTOSAI, (2013). *ISSAI 5700 lignes directrices pour l'audit de la prévention de la corruption dans les organismes publics, exposé-sondage*, disponible à l'adresse : [www.issai.org](http://www.issai.org) Consulté le 18.08.19.
- Jensen, M. C., & Meckling, W.H. (1976). *Theory of the firm : Managerial behavior, agency costs and ownership structure*. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305 - 360. doi:10.1016/0304-405X(76)90026-X.
- Jeppesen, K.K., (2018). *Le rôle de l'audit dans la lutte contre la corruption*, *The British Accounting Review*. doi : 10.1016/j.bar.2018.06.001.
- John, I.O. (2013). *La lutte contre la corruption au Maroc : Le rôle des auditeurs du secteur public*. *Research Journal of Finance and Accounting*, 4(4), 122-131.
- Khaled, A.E., et Mustafa, M. H. (2013). *L'efficacité de l'audit interne : Une proposition d'approche pour développer le cadre théorique*. *Research Journal of Finance and Accounting*, 4(10), 92-102 .
- Khoury, H.M (2011). *L'audit interne dans le secteur public : la révolution tranquille*. *A Middle East point of view*, 5, 41- 45.
- Macrae, E. & Van Gils, D. (2014). *Neuf éléments pour l'efficacité de l'audit interne dans le secteur public*.
- GHARRAFI, M. (2022). *Le rôle de l'audit interne et les pratiques de la bonne gouvernance dans la prévention de la fraude: Cas des offices marocains à activité marchande*. *Revue Internationale du Chercheur*, 3(2).
- GHARRAFI, M. (2022). *Efficacité de l'audit interne dans les entreprises publiques marocaines à activité marchande: Vérification du rôle modérateur des relations entre les auditeurs internes et externes à l'aide de la technique PLS-SEM*. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 5(3).
- Altamonte Springs, FL : Institute of Internal Auditors Research Foundation : 18-30.
- Nkom, S. (1982, mai). *Ethical Revolution as an Antidote for Corruption in Maroc*. Document présenté à la Conférence annuelle de la N.A.S.A. tenue à l'Université Ahmadu Bello, Zaria.

Novita, S., Imam, G., & Tarmizi, A. (2017). L'effet de l'audit interne et du système de contrôle interne sur la responsabilité publique : L'étude empirique dans les universités d'État indonésiennes. *International Journal of Civil Engineering and Technology (IJCIET)*, 8(9), 157-166.

Nurdiono, & Rindu, R. G. (2018). L'effet de la compétence de l'auditeur interne sur la qualité de l'audit interne et son implication sur la responsabilité du gouvernement local. *Journal des études de recherche européennes*, XXI(4), 426- 434.

Oladipupo, A.O. (2015). *L'audit et l'investigation : Théorie et pratique*. Benin City, Maroc : Mindex Publishing. Olukowade, E., & Ogodor, B. (2015). *La comptabilité : Un outil de contrôle de la corruption dans le secteur public au Maroc*.

*Research Journal of Finance and Accounting*, 6 (17), 66-70.

Otalor, J.I., & Eiya, O. (2013). *La lutte contre la corruption au Maroc : The Role of the Public Sector Auditor*.

*Research Journal of Finance and Accounting*, 4(4).

Peurseem, K. V., & Pumphrey, L. D. (2005). Internal Auditors and Independence : An Agency Lens on Corporate Practice. *Financial Reporting, Regulation and Governance*, 4(2), 1-33.

Philips, O.O., & Akpokighe, O. (2014). *La corruption au Maroc : The Possible Way Out*. Raymond Global *Journal of Human-Social Science*, 14(7), 31-38.

Pring, C. (2015). *Les populations et la corruption : Enquête sur l'Afrique 2015*. Berlin : Transparency International.

Rafiu, O. S., & Oyedokun, A. (2007). *Audit et mécanisme de responsabilité dans le secteur public*. *The International Journal of Applied Economies and Finance*, 1 (1), 45-54.

Rosma, S. (2014). L'impact de l'efficacité du contrôle interne et du rôle de l'audit interne vers la performance du gouvernement local. *Journal de recherche en finance et comptabilité*, 5(7). 50-58

Shuaib, O. M. (2015). *Corruption in Maroc : Causes, effets et solutions probables*. *Journal of Political Science and Leadership Research*, 1(8), 22-36.

Thaer, A. Abu Tabar. (2016). Le rôle de la fonction d'audit interne dans le secteur public. *Revue de recherche fondamentale en gestion des affaires et comptabilité*, 5(1), 01-11.

L'Institut des auditeurs internes (2016). *Normes d'audit interne pour le secteur public*. The Institute of Internal Auditors, 247 Maitland Ave, Altamonte Springs, Florida 32701-4201, États-Unis.

Transparency International (2014). *La corruption par pays/territoire*. Consulté en ligne à l'adresse [www.transparency.org/cpi2014/results](http://www.transparency.org/cpi2014/results).

Transparency International (2018). *La corruption par pays/territoire*. Récupéré en ligne sur [www.transparency.org/cpi2018](http://www.transparency.org/cpi2018).

Udeh, S. N., & Eugene, O. N. (2016). *Évaluation de l'efficacité de l'audit interne dans le secteur public marocain*.

Journal européen des affaires, de l'économie et de la comptabilité, 4(3), 44-58.

U.S. News and World Report (2018) Classement général des meilleurs pays. Récupéré sur <https://www.usnews.com/news/best-countries/overall-rankings>.

Banque mondiale (2004). Mainstreaming Anticorruption Activities in World Bank Assistance : A Review of Progress since 1997, Washington, DC : Banque mondiale.